



PRIORITÉ CAPITALE

Maintenant.

CoalitionAvenirQuebec.org



Coalition Avenir Québec

Équipe Capitale-Nationale et Lévis

(incluant les circonscriptions de Charlesbourg, Charlevoix-Côte-de-Beaupré, Chauveau, Chutes-de-la-Chaudière, Jean-Lesage, Jean-Talon, La Peltre, Louis-Hébert, Lévis, Montmorency, Portneuf, Taschereau et Vanier-Les Rivières)



Faire plus. Faire mieux. pour notre Capitale-Nationale!

Faire plus, faire mieux pour notre Capitale-Nationale : voilà le mandat que j'ai donné aux candidates et aux candidats de la Coalition Avenir Québec dans la grande région de Québec et de Lévis. Cette plateforme régionale, c'est le fruit de leurs réflexions et le résultat d'un travail de plusieurs mois sur le terrain. Économie, santé, infrastructures, transport : nous vous présentons aujourd'hui des propositions qui amélioreront votre qualité de vie et qui permettront de poursuivre le développement de la région.

De Marc Picard, élu en 2003, jusqu'à Geneviève Guilbault, élue en 2017, la Capitale-Nationale et Lévis auront été les précurseurs d'un vent de changement qui souffle désormais aux quatre coins du Québec. Plus que jamais, les conditions sont réunies pour que nous changions positivement le Québec.

La CAQ peut compter sur une équipe talentueuse, expérimentée et compétente. À nos quatre solides députés que vous connaissez bien viennent s'ajouter des femmes et des hommes qui sont passionnés de Québec et de sa région et qui veulent travailler ensemble pour changer le Québec.

Pour mettre en œuvre cette plateforme qui répond à vos préoccupations, j'ai besoin que soit élue à l'Assemblée nationale toute l'équipe de candidates et de candidats. C'est de cette façon que nous pourrons MAINTENANT réaliser les ambitions que vous et moi avons pour notre belle capitale !

Le 1^{er} octobre prochain, je compte sur vous !

A handwritten signature in black ink, reading "François Legault". The signature is fluid and cursive.

François Legault

Chef de la Coalition Avenir Québec

Un vrai plan de mobilité pour notre capitale

La région de la Capitale-Nationale a connu une croissance soutenue de sa démographie et de son étalement urbain, particulièrement depuis le tournant des années 2000. Les plus récentes projections démographiques démontrent que cette tendance n'est pas près de s'estomper. Cette augmentation, qui se fait sentir principalement dans la couronne nord et dans les banlieues de Québec, pose de nouveaux défis de mobilité pour les familles.

Les études récentes de la Ville de Québec et du ministère des Transports concluent que les infrastructures existantes ne peuvent constituer à elles seules une réponse au problème de congestion. D'ailleurs, les deux ponts reliant Québec et Lévis ont clairement atteint leur capacité maximale, notamment aux périodes de pointes.

En plus des désagréments quotidiens pour les utilisateurs de la route, la congestion routière contribue à l'augmentation de la pollution atmosphérique et nuit à la qualité de vie des familles et des travailleurs. Elle engendre également des coûts importants qui se répercutent dans l'économie de notre région. En 2014, cette perte représentait 28 millions de dollars, selon une étude d'impacts économiques liés à la congestion routière.

Tous les indicateurs sont au rouge. On doit maintenant passer à l'action.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec mettra en œuvre un vrai plan de mobilité qui assurera la fluidité du transport et s'adaptera aux nouvelles réalités de la région et des familles.

Avec une vision périphérique des multiples facettes constituant le trafic routier et autoroutier, le plan complet de mobilité de la CAQ, en huit volets, consiste à intervenir directement sur les principaux pôles d'interconnexions routières à Québec afin d'harmoniser les différents réseaux. Concrètement, il s'agit d'un lien interrives à l'est, de la tête des ponts, de la zone des traversiers, de l'autoroute 20, du réseau de transport en commun moderne, de la couverture des nouveaux services mobiles de déplacement à Lévis, des chantiers 24h et du transport intelligent.

La fluidité commande qu'on minimise les irritants peu importe le moyen de transport utilisé, que ce soit la voiture, le transport en commun, le transport adapté ou le transport actif. D'ailleurs, le libre choix de la population quant à son mode de transport est une priorité dans ce plan.

CONSTRUIRE UN TROISIÈME LIEN À L'EST

Le développement du réseau routier de la grande région de Québec s'est arrêté dans les années 1990. Le projet le plus important n'ayant jamais vu le jour demeure le lien interrives à l'est de la ville. L'inaction des dernières années du gouvernement libéral engendre des conséquences importantes sur la congestion routière et le développement économique de la Capitale-Nationale.

Annuellement, près de 80 000 heures sont perdues sur les ponts et 1 million de litres d'essence sont surconsommés, soit l'équivalent de 1,8 million de dollars en perte monétaire sans compter l'impact sur la qualité de l'air et l'environnement. Il y a un fort consensus dans la grande région de la Capitale-Nationale pour la mise en place d'un nouveau lien interrives à l'est de Québec.

La Coalition Avenir Québec a déjà annoncé qu'elle réalisera promptement le projet de troisième lien tabletté par le gouvernement libéral.

Il est essentiel que le troisième lien inclue des voies de transport collectif qui s'intégreront aux réseaux de transport en commun de Lévis et de Québec.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec fera de la construction d'un troisième lien routier à l'est une priorité pour les régions de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches ainsi que tout l'est du Québec. La CAQ s'engage à revoir le mandat du bureau de projet et à raccourcir les échéanciers afin de commencer les travaux avant octobre 2022.

RÉAMÉNAGER LA TÊTE DES PONTS

Après 15 années de gouvernement libéral, les gens de la grande région de Québec et de Lévis se sont habitués à entendre des annonces sur le réaménagement de l'échangeur de la tête des ponts à Québec, sans voir aucune action concrète.

Pourtant, ce « spaghetti » est une plaque tournante pour tout le trafic interrives de l'ouest de la ville. En 2014, plus de 119 000 véhicules par jour circulaient sur le pont Pierre-Laporte et 33 000 sur le pont de Québec. La tête des ponts est non seulement une bretelle d'accès pour trois autoroutes importantes de la région, mais elle constitue aussi la porte d'entrée dans la ville de Québec.

Actuellement, ce laxisme coûte aux citoyens de la Capitale-Nationale des millions de dollars simplement en entretien. Aucune action concrète n'est posée pour revoir la configuration de ce carrefour autoroutier stratégique. D'ailleurs, certaines infrastructures devront être reconstruites d'ici 2021 afin de simplement maintenir le même niveau de sécurité.

Le temps n'est plus aux belles paroles. Il faut maintenant agir, les travaux doivent commencer.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec lancera les travaux de réaménagement de la tête des ponts dans un premier mandat.

REPENSER LA TRAVERSE FLUVIALE ENTRE QUÉBEC ET LÉVIS

Avec ses quelque 23 000 traversées annuelles permettant le déplacement de 273 000 voitures et de plus de 1,5 million de passagers, la traverse fluviale entre Québec et Lévis constitue une liaison de premier plan pour les deux rives. Malheureusement, les nombreux problèmes de gestion de cette société d'État sous le gouvernement libéral ainsi que l'absence d'innovation ont entraîné une diminution de l'achalandage. Tour à tour, les péquistes et les libéraux n'ont pas su proposer une vision claire pour le développement de cette traverse.

En plus de viser des temps de déplacements plus acceptables pour ses usagers, la traverse fluviale doit également améliorer sa liaison avec les différents réseaux de transport en commun de Québec et de Lévis. Cette connectivité accrue est une condition essentielle pour que les résidents de la Capitale-Nationale et de Lévis puissent se déplacer aisément d'une rive à l'autre. Avec une meilleure offre service de transports, la population pourra choisir la façon la plus optimale de se déplacer.

Notre objectif est de réduire les coûts pour les usagers et, à terme, offrir des temps de traverse plus courts pour les piétons. Nous étudierons l'implantation d'une nouvelle traverse rapide sans voiture et la mise en place de stationnements incitatifs à proximité ou desservis par les réseaux de transport en commun. L'objectif est d'éviter, pour les piétons, l'attente inutile du même traversier que les voitures. En collaboration avec la Société des traversiers du Québec, la Ville de Québec et la Ville de Lévis, un groupe de travail sera formé afin d'étudier l'instauration d'une telle traverse piétonnière, notamment avec un possible partenariat avec le secteur privé.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec entend moderniser la traverse fluviale entre Québec et Lévis et réduire les tarifs aux usagers en étudiant l'ajout d'une navette rapide dédiée uniquement aux piétons.

AMÉLIORER LA FLUIDITÉ DE LA CIRCULATION À LÉVIS

Depuis plusieurs années, Lévis s'impose comme une force économique incontournable au Québec. À l'image de sa population, les élus locaux sont dynamiques, entrepreneurs et portent des projets mobilisateurs. Cette réalité apporte son lot de bonnes nouvelles et pose aussi des défis que doit relever un gouvernement responsable, qui sera aussi un proche partenaire des élus municipaux.

Puisque la pression sur le réseau de transport augmente au même rythme que la population, il faut se prémunir contre l'effet «d'entonnoir» qui s'installe un peu plus chaque jour à l'approche des ponts. Un troisième lien à l'est et une modernisation de la traverse Québec-Lévis doivent s'accompagner d'autres mesures fortes afin d'améliorer la fluidité sur le réseau routier. Le gouvernement du Québec doit être visionnaire et agir maintenant en modernisant le réseau actuel pour répondre aux besoins des 30 prochaines années.

Depuis 15 ans, le gouvernement libéral annonce des études sans y donner suite. Un gouvernement de la CAQ sera en action et réalisera des projets.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec sera un partenaire de la Ville de Lévis dans le développement de ses projets de transport en commun et de modernisation des tracés routiers et autoroutiers sur son territoire.

La CAQ poursuivra l'élargissement de l'autoroute 20 dans les deux directions, l'aménagement d'une nouvelle bretelle aérienne de sortie en direction ouest au-dessus de l'autoroute 20, la construction du viaduc de la rue Saint-Omer et le réaménagement des routes 116 et 132 en boulevard urbain.

DOTER QUÉBEC D'UN RÉSEAU DE TRANSPORT EN COMMUN MODERNE

La Ville de Québec a présenté son projet de transport en commun structurant au printemps dernier. À l'heure où le gouvernement du Canada se prépare à dépenser des milliards de dollars, la proposition tombe à point afin que Québec puisse obtenir sa part des investissements et se dote d'un réseau de transport en commun du 21^e siècle.

Une fois mis en place, le réseau de transport en commun structurant aura un effet attractif, tant pour les travailleurs, les entrepreneurs et les étudiants que pour les familles.

Conjugué aux autres mesures du plan de mobilité de la Coalition Avenir Québec pour la Capitale-Nationale, le transport en commun permettra des déplacements plus efficaces et, surtout, constituera une alternative nouvelle aux gens de la région dans le choix de leur mode de transport.

Depuis maintenant plusieurs mois, la CAQ a adopté une position responsable face à l'implication du gouvernement du Québec dans le projet. En effet, il faut réussir la mise en place du réseau, tant du point de vue de l'achalandage, de la desserte efficace des banlieues et de la bonne gestion des finances publiques.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec appuiera le déploiement du projet de transport structurant de la Ville de Québec dans le respect des coûts initiaux et de la couverture des banlieues, ainsi qu'en assurant la connectivité de la rive sud via un troisième lien routier à l'est.

ÉTENDRE LA COUVERTURE DE NOUVEAUX SERVICES INNOVANTS DE DÉPLACEMENT À LÉVIS

Depuis quelques années, les nouvelles technologies facilitent les déplacements des usagers de la route, notamment avec des applications mobiles comme Uber. La popularité grandissante des services offerts par des compagnies innovantes ne doit pas être freinée par un gouvernement qui se complaît dans ses vieilles façons de faire, au contraire.

Les nouvelles technologies évoluent rapidement et des plateformes collaboratives émergent avec de nouveaux modèles d'affaires. Trop longtemps, nous avons vu les vieux partis résister au développement de ces nouvelles applications afin de préserver les façons de faire désuètes, notamment dans l'industrie du taxi. La CAQ croit que le gouvernement doit être un facilitateur dans la mise en place de ces services. Il faut arrêter de subventionner le passé, mais plutôt innover pour l'avenir.

Grâce aux pressions de la CAQ, le gouvernement du Québec décidait finalement en 2017 de mettre en place un projet pilote avec la compagnie Uber pour desservir certains secteurs, dont la ville de Québec. Toutefois, de l'autre côté du fleuve, il est encore aujourd'hui impossible pour les résidents de Lévis de faire appel à ces services.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec élargira la couverture des nouveaux services mobiles facilitant les déplacements, notamment ceux d'Uber, aux usagers de Lévis.

OPÉRER DES CHANTIERS 24 H

Cette formule, en application dans plusieurs États américains et dans certaines provinces canadiennes, notamment l'Ontario, a l'immense avantage de diminuer la durée des chantiers qui sont souvent à l'origine de sérieux problèmes de circulation.

L'État de New York a réalisé plusieurs études d'impact sur le travail de nuit pour la construction de routes. Les conclusions sont indéniables, les travailleurs sont plus productifs la nuit, car la circulation est moins dense et les travaux avancent deux à trois fois plus vite que durant le jour. Il y a des économies à réaliser.

Déjà, la Ville de Québec et le ministère des Transports procèdent à certains travaux ponctuels la nuit, mais il n'existe aucune politique pour encourager et baliser le travail 24-7.

En Ontario, la Ville de Toronto a adopté une politique de travail 24-7 permettant d'économiser jusqu'à 20 % des sommes prévues, et ce, deux fois plus vite. En 2017, c'est 36 de ses 85 projets routiers qui ont été soumis à une politique d'heures étendues et 11 projets pilotes de travail 24-7. Au Québec, la fenêtre de construction est plus petite qu'aux États-Unis et à Toronto. Une politique de chantiers 24h est une solution très avantageuse à appliquer dans les grandes villes de notre territoire. Il faut cependant une formation adéquate pour assurer la sécurité sur les chantiers de construction pendant la nuit.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec s'engage à élaborer une politique d'opération des chantiers 24h/24 dans les zones non habitées.

POSITIONNER LA RÉGION DE QUÉBEC EN MATIÈRE DE TRANSPORT INTELLIGENT

Plusieurs grandes villes ailleurs dans le monde misent sur les systèmes de transport intelligent (STI) afin de lutter contre la congestion routière et améliorer la fluidité de leur réseau de transport.

En plus de diminuer la pollution, l'utilisation des STI permet, par exemple, une synchronisation plus efficace des feux de circulation, la création de corridors de fluidité adaptés en fonction des besoins ou des circonstances, l'intervention plus rapide des services policiers et de remorquage et la transmission aux automobilistes d'informations pertinentes sur les trajets à emprunter.

À l'aide des nouvelles technologies, il est donc possible de cueillir, traiter, analyser et partager de l'information à grande vitesse. Ces informations ainsi recueillies aident les planificateurs et les gestionnaires des réseaux de transport à prendre des décisions plus éclairées.

Pour diminuer la congestion, la Ville de Québec doit être soutenue dans ses efforts en s'inspirant des meilleures pratiques. Il faut miser sur les technologies les plus innovantes dans le domaine des STI afin d'améliorer la gestion de la circulation, de diminuer la congestion et d'offrir aux citoyens un réseau de transport plus sûr, plus rapide, plus efficace, plus écologique et plus économique.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec soutiendra financièrement la Ville de Québec dans ses projets de transport intelligent, incluant les voitures autonomes.

Québec, véritable capitale nationale!

La grande région de Québec bénéficie d'une situation économique, entrepreneuriale, sociale, culturelle et sportive des plus enviables en raison de son statut de capitale nationale. Siège du Parlement et berceau de la francophonie en Amérique, son statut politique contribue positivement à son développement et les députés de l'Assemblée nationale ont des obligations pour en assurer la pérennité.

Les organisations qui contribuent à la croissance et au rayonnement de notre capitale sont multiples. Les acteurs économiques ont besoin d'un gouvernement qui a une vision claire et bien définie du développement de la région. On pense ici aux entreprises dynamiques et à leurs besoins de main-d'œuvre, au Port, à l'Aéroport et différents établissements d'enseignements dans leurs différents projets ou bien à l'industrie touristique, dont les attraits s'étendent de la région de Portneuf à celle de Charlevoix, sans oublier Lévis et Québec.

ARRIMER LA MAIN-D'ŒUVRE DISPONIBLE AVEC LES BESOINS DES ENTREPRISES

Tous les indicateurs le démontrent : la vitalité et le dynamisme des entrepreneurs de notre région font d'elle un moteur économique du Québec. D'ici 2019, plus de 70 000 emplois devront être pourvus dans la Capitale-Nationale. Malgré ses belles paroles, le Parti libéral est loin d'être un facilitateur pour appuyer les entreprises dans le recrutement de la main-d'œuvre. En effet, aucune mesure concrète n'a été menée pour aider les entreprises qui sonnent l'alarme depuis des mois, voire même des années. Aussi, le projet-pilote Québec-France a pris plusieurs mois de retard et aucune solution n'est envisagée à court et moyen termes pour répondre aux besoins de la région de Québec.

Les belles intentions et les vœux pieux ne se sont jamais réalisés concrètement. D'ailleurs, en novembre dernier, la Vérificatrice générale a démontré qu'il aura fallu presque 15 ans au Parti libéral pour s'attaquer véritablement au déficit de reconnaissance des acquis.

La pénurie de main-d'œuvre que l'on vit aujourd'hui, on l'a vu venir depuis longtemps. Un gouvernement responsable aurait dû avoir une vision à la hauteur des besoins de nos entrepreneurs et agir en amont des problèmes pour éviter, notamment, les fermetures de plus en plus nombreuses des commerces à la recherche d'un bassin de travailleurs.

Pour pallier cette pénurie, le gouvernement du Québec doit constamment viser à augmenter le taux de rétention des immigrants économiques ainsi qu'à promouvoir la régionalisation. À peine 3,5% des nouveaux arrivants issus de la catégorie de l'immigration économique choisissent de s'installer en région. Il faut savoir que, dans la Capitale-Nationale, le taux de rétention des immigrants est supérieur à la moyenne québécoise. Toutefois, selon la Chambre de commerce et d'industrie de Québec, l'intégration pourrait être plus adaptée.

En bref, lorsqu'un immigrant choisit de s'installer à Québec, il y demeure. Le défi est donc de les attirer.

L'intégration des immigrants au marché du travail, voilà ce qui devrait constituer une obsession pour un gouvernement qui souhaite à la fois une immigration réussie et répondre aux besoins de main-d'œuvre des entreprises. À Québec, malgré le plein emploi, le taux de chômage chez

les nouveaux Québécois est 12,7 % plus élevé que la population non immigrante, alors que cet excédent est de 9,6 % à Ottawa et 6,9 % à Halifax. Il y a un problème d'intégration à Québec et tous les acteurs doivent être mobilisés. Les bas taux de chômage actuels ne sont pas le fruit d'une santé économique hors pair, mais d'un vieillissement prévisible de la population. Le gouvernement doit soutenir les entreprises pour attirer des immigrants, mais également veiller à les intégrer.

Tout travailleur qui possède une expérience professionnelle mérite qu'elle soit reconnue. Il faut éliminer les obstacles inutiles et injustes à la reconnaissance des compétences et réduire significativement les multiples délais qui nuisent à la venue de la main-d'œuvre étrangère, notamment en mettant en place des solutions innovantes et concrètes.

La CAQ propose d'accélérer les procédures d'immigration en réduisant les délais de traitement de dossiers et en consacrant davantage de ressources par immigrant, ce qui permettra de combler plus rapidement et plus efficacement nos besoins relatifs au marché du travail. La priorité sera donnée aux candidats ayant en main un contrat de travail avec un employeur dans une région qui ne reçoit pas sa part démographique de l'immigration économique, comme celle de la Capitale-Nationale.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec priorisera les candidats à l'immigration économique ayant un contrat de travail avec un employeur de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches.

RECONNAÎTRE LE PORT DE QUÉBEC COMME INFRASTRUCTURE IMPORTANTE POUR LA RÉGION

Depuis 410 ans, Québec est reconnue internationalement comme une ville portuaire. En 2014, son port a généré 460 M\$ en valeur ajoutée pour la région de la Capitale-Nationale et ses activités ont soutenu l'équivalent de plus de 4600 emplois. Le potentiel de développement du Port de Québec est énorme : nous avons ici, sur le fleuve Saint-Laurent, un port en eau profonde qui peut accueillir les plus gros bateaux de transport au monde.

La vitalité de notre région a toujours été reliée à notre industrie portuaire. Actuellement, le Port est rempli au maximum de sa capacité et son niveau d'achalandage est critique. On doit agir maintenant pour assurer son développement à moyen et long termes.

Le Port doit pouvoir compter sur l'appui des différents gouvernements, notamment d'Investissement Québec, et des acteurs du milieu afin d'optimiser les retombées économiques générées. Pour mener à bien son projet d'expansion Beauport 2020, l'administration portuaire de Québec aura besoin du soutien d'un gouvernement proactif qui adhère à sa vision. La CAQ a toujours été un partenaire du Port et continuera de l'être dans son projet d'expansion Beauport 2020.

On doit également favoriser les liens entre les besoins de l'industrie portuaires et l'offre de formation dans les cégeps et à l'Université Laval afin de développer des champs d'expertise régionaux.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec sera un partenaire du Port de Québec afin de mettre en valeur le fleuve Saint-Laurent et appuiera ses projets, notamment Beauport 2020 et les nouveaux terminaux de croisière, dans une perspective de développement durable et d'acceptabilité sociale.

HARMONISER L'OFFRE DE JEUX À L'OFFRE TOURISTIQUE

Depuis son ouverture au centre commercial Fleur de lys en 2014, le Salon de jeux de Québec se trouve dans une situation délicate. Si l'achalandage augmente, son emplacement actuel ne permet aucune expansion.

En effet, ses résultats sont supérieurs à ceux du Casino de Charlevoix et du Casino de Mont-Tremblant. Toutefois, l'espace demeure restreint et son potentiel de développement touristique, sous sa forme actuelle, est pratiquement nul.

Situé près d'un secteur où l'on retrouve de nombreux problèmes sociaux et un niveau de pauvreté supérieur à la moyenne des autres quartiers de Québec, il est clair que la présence du Salon de jeux a des impacts importants sur la santé publique. D'un autre côté, Québec a la chance d'accueillir des centaines de milliers de touristes annuellement, notamment par le biais des bateaux de croisières et par le sud via la tête des ponts. Il nous paraît idéal de viser une clientèle touristique plus fortunée, qui vient dépenser de l'argent neuf au Québec, plutôt que la clientèle locale présentement ciblée.

Dans ce contexte, il s'avère pertinent de rapprocher l'offre de la demande et d'étudier les différents scénarios de déménagement.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec déménagera le Salon de jeux de Québec vers une zone touristique et réalisera une étude d'opportunité visant sa transformation en un véritable casino susceptible d'attirer une clientèle étrangère.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec préservera le Casino de Charlevoix qui contribue à l'offre touristique de la région.

VOIR GRAND AVEC L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE QUÉBEC

À l'instar de la métropole, la capitale est une locomotive économique exceptionnelle pour le Québec. L'aéroport est le lien privilégié pour les déplacements à l'étranger des citoyens et des gens d'affaires de la région.

Or, malgré des investissements dans les structures, l'aéroport n'a pas encore atteint son plein potentiel. Plusieurs lignes aériennes ont été annulées au fil des ans sans aucune intervention du gouvernement du Québec qui, pourtant, n'a jamais hésité à s'impliquer dans le même genre de situation à Montréal. Voilà qui explique pourquoi le trafic à l'Aéroport international Jean-Lesage stagne autour de 650 000 passagers par an, et ce, malgré l'intention du gouvernement d'augmenter le nombre de passage à deux millions d'ici 2020.

Avec la signature de nouvelles ententes avec le gouvernement américain, il est désormais possible pour notre aéroport d'ouvrir une zone américaine de prédédouanement aux frais

du pays hôte. Or, contrairement à l'aéroport de Montréal, celui de Québec devra payer pour obtenir une telle zone. Pour le développement de l'aéroport et pour l'économie de notre région, il est incontournable que le gouvernement fédéral offre les mêmes avantages à Québec qu'à la métropole.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec négociera avec le gouvernement fédéral afin de conclure une entente pour le financement des coûts reliés à l'implantation d'un poste de prédédouanement américain à l'Aéroport international de Québec.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec collaborera à la mise en valeur de l'offre touristique régionale, incluant les destinations de Charlevoix, Lévis et Portneuf, afin de contribuer à l'augmentation du nombre de vols aériens commerciaux.

METTRE D'AVANTAGE EN VALEUR LE PATRIMOINE RELIGIEUX DE LA RÉGION

Aux quatre coins du Québec, et en particulier dans notre région, de multiples bâtiments à caractère religieux se dressent dans nos quartiers. On peut penser à l'église au cœur du village, à nos basiliques, aux presbytères, aux couvents, aux croix de chemin et à tant d'autres témoins immobiliers de la présence des différentes communautés religieuses chez nous. Pour la seule région de la Capitale-Nationale, on dénombre 176 lieux de culte.

Avec autant de constructions, souvent plus que centenaires, érigées grâce au labeur et aux ressources des générations qui nous précèdent, le gouvernement du Québec doit accentuer la mise en valeur du patrimoine religieux. C'est à la fois un devoir de mémoire et de respect envers celles et ceux qui l'ont bâti qu'une responsabilité d'en préserver l'architecture et les symboles pour que les générations actuelles et futures puissent en profiter et mieux comprendre l'histoire du Québec.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec accentuera la mise en valeur du patrimoine religieux de la région, en rétablissant le financement de la mesure d'aide à la restauration du patrimoine culturel à caractère religieux à 20 M\$ par année.

SOUTENIR LA FUTURE MISSION DES NOUVELLES-CASERNES

Québec peut s'enorgueillir d'avoir encore aujourd'hui, sur son territoire, le plus grand bâtiment érigé par les autorités en Nouvelle-France. En effet, au 1, rue de l'Arsenal, dans le Vieux-Québec, on retrouve encore aujourd'hui les Nouvelles-Casernes, dont la construction a débuté il y a près de 270 ans.

Laissées à l'abandon durant près de 50 ans, les installations ont été cédées à la Commission de la capitale nationale du Québec (CCNQ) en 2013, qui a obtenu le mandat de veiller à la stabilisation des bâtiments et de proposer de nouvelles avenues pour en assurer l'occupation.

Après avoir procédé à un appel de projets et à des consultations, la CCNQ doit déposer, cet automne, les fruits de sa réflexion. On sait déjà que la Commission a identifié cinq critères de succès des futures vocations : la conservation et mise en valeur du patrimoine, la viabilité financière, l'accessibilité au grand public, l'attractivité historique et la complémentarité avec l'offre existante. Il s'agit d'une analyse que partage la CAQ.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec soutiendra la future mission des Nouvelles-Casernes. À cet effet, une rencontre se tiendra avant la fin de 2018 avec la Commission de la capitale nationale du Québec et les autres partenaires pour faire le point sur les consultations tenues ce printemps et pour aller de l'avant avec le plan d'affaires de l'option retenue.

DÉVELOPPER TOUT LE POTENTIEL AGROTOURISTIQUE, DE PORTNEUF À CHARLEVOIX

La région de la Capitale-Nationale, c'est un immense territoire de 18 643 km² qui s'étend de Deschambault-Grondines, dans la MRC de Portneuf, jusqu'à Baie-Sainte-Catherine, dans la MRC de Charlevoix-Est.

On y retrouve 59 municipalités dynamiques, considérées rurales pour la quasi-totalité, 1000 entreprises agricoles variées, plus de 150 entreprises de transformations, des marchés de proximité et une pléiade de bons restaurants. Voilà autant de raisons de célébrer notre terroir et de promouvoir des produits uniques auprès de la clientèle touristique internationale.

Il y a énormément de potentiel agrotouristique dans nos municipalités rurales, et le gouvernement du Québec doit davantage collaborer dans la promotion de l'ensemble de la région.

Québec, berceau de la francophonie en Amérique, est reconnu comme le fer de lance de l'industrie touristique régionale. Toutefois, il faut profiter de cette locomotive pour promouvoir l'offre ailleurs en région, ce qui assurera des retombées économiques dans un plus grand nombre de municipalités et permettra aux touristes de demeurer encore plus longtemps dans la Capitale-Nationale.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec sera partenaire des entreprises agrotouristiques et des municipalités rurales pour mieux compléter l'offre touristique régionale et permettre davantage de retombées économiques sur l'ensemble du territoire.

Un gouvernement au service des citoyens... Et non l'inverse!

La CAQ croit que, depuis trop longtemps au Québec, ce sont les citoyens qui ont été au service de l'État avec leurs taxes, leurs impôts, les tarifs de toutes sortes et, bien sûr, les déficits des gouvernements portés sur la carte de crédit des générations futures. Il est temps de revoir les priorités pour que le gouvernement soit au service de ses citoyens.

Avec une équipe gouvernementale d'exception, des gestionnaires et des entrepreneurs soucieux de chaque dollar qu'on leur confie, il est possible de réduire les coûts de l'administration de l'État afin de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour répondre aux besoins de la population. Les gens de la Capitale-Nationale, comme ceux d'ailleurs au Québec, envoient chaque semaine de l'argent durement travaillé à leur gouvernement, et ils méritent davantage de respect et de considération.

Offrir des services de qualité aux familles, aux aînés, aux travailleurs, aux entrepreneurs et aux étudiants, voilà ce à quoi les contribuables sont en droit de s'attendre et ce que le gouvernement doit livrer.

RÉDUIRE LES LISTES D'ATTENTE EN SANTÉ POUR LES CITOYENS DE LA CAPITALE-NATIONALE

En février 2016, le gouvernement du Québec annonçait l'implantation d'un projet-pilote dans trois cliniques privées de chirurgie dans la grande région de Montréal. Ainsi, des patients inscrits sur la liste d'attente dans le réseau public se voient maintenant offrir la possibilité d'être opérés gratuitement dans l'une de ces trois cliniques. Les opérations visées par cette entente sont des chirurgies ou des procédures sous scopie pour lesquelles il existe une liste d'attente importante. Or, le projet est limité aux patients et aux établissements de la Montérégie, de Laval, de Lanaudière, des Laurentides et de Montréal. Les patients des autres régions du Québec ne peuvent pas en profiter, ce qui est inéquitable.

En 2018, des milliers de patients attendent une opération depuis plus de six mois dans la région de Québec et dans l'est du Québec. Ces patients pourraient, en grande majorité, se faire opérer gratuitement dans un établissement privé à Québec et profiter de cette garantie d'accès.

Les patients de notre région ne doivent plus être considérés comme des patients de seconde zone, ce qui est le cas avec le gouvernement libéral.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec étendra à la région de Québec le projet-pilote recourant à une clinique privée de santé afin d'offrir gratuitement des soins aux patients de la Capitale-Nationale et des autres régions.

MODERNISER L'HÔTEL-DIEU DE LÉVIS

La croissance de Lévis et de sa région au cours des dernières années est exceptionnelle à tout point de vue. Elle se répercute notamment dans l'augmentation de sa population et le gouvernement du Québec doit répondre à ses besoins. C'est d'ailleurs le cas lorsqu'il est

question d'offrir des soins de santé de qualité, dans des délais raisonnables et des installations modernes.

L'Hôtel-Dieu de Lévis est le cœur hospitalier de la région de Chaudière-Appalaches. Toutefois, le gouvernement libéral s'est trop longtemps traîné les pieds devant un constat clair : l'établissement peine à offrir des soins dans des délais acceptables pour la population, faute d'espace. De plus, en 2008, certaines salles du bloc opératoire ont été jugées désuètes et les investissements pour les moderniser se font toujours attendre.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec investira les sommes nécessaires pour moderniser les salles d'opération actuelles de l'Hôtel-Dieu de Lévis et agrandir le bloc opératoire afin d'offrir à la population des services dans des délais acceptables.

POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT DE LA PROMENADE SAMUEL-DE CHAMPLAIN

La promenade Samuel-De Champlain, un legs du gouvernement du Québec à sa capitale dans le cadre du 400^e anniversaire de sa fondation, est une fierté pour les gens d'ici. À terme, elle devrait relier les ponts de Québec et Pierre-Laporte jusqu'au pont de l'Île-d'Orléans et redonnera l'accès aux berges du fleuve Saint-Laurent aux résidents comme aux visiteurs. Ce projet s'inscrit parfaitement dans la vision qu'a la Coalition Avenir Québec qui, depuis sa fondation, a toujours fait de l'accès au fleuve une priorité.

Annoncée à de multiples reprises par les péquistes et les libéraux sans jamais se réaliser, la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain stagne depuis 2012. Pour la région, il est pourtant impératif de poursuivre l'aménagement de la promenade Samuel-De Champlain, depuis la côte de Sillery jusqu'à la côte Gilmour.

Les Québécois n'acceptent pas les retards dans la phase 3 alors que, pendant ce temps, la phase 4 est déjà dans les plans de la Ville de Québec.

Maintenant, l'heure est à l'action, la population de Québec a été assez patiente.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec s'engage à soutenir les travaux de la phase 3 de la promenade Samuel-De Champlain et appuiera le projet de la phase 4 afin de redonner aux citoyens l'accès au fleuve partout à Québec.

DÉVELOPPER LE SECTEUR DE LA MARINA DE CAP-ROUGE ET DE LA PLAGE

JACQUES-CARTIER

La réputation touristique et récréative de Québec n'est plus à faire. Si on pense naturellement au Vieux-Québec lorsqu'il est question des attraits de la ville, d'autres secteurs gagnent en popularité. C'est le cas du parc nautique de Cap-Rouge et de la plage Jacques-Cartier, qui disposent d'un potentiel de développement récréotouristique énorme. Avec son nouveau restaurant et sa vue imprenable sur le fleuve Saint-Laurent, l'endroit attire de plus en plus de visiteurs, notamment des familles et des amateurs de sports. L'augmentation de l'achalandage nécessite une mise à jour des infrastructures afin de supporter la croissance envisagée dans les prochaines années.

Depuis trop longtemps, le gouvernement est constamment en mode attente plutôt que d'être proactif. Les Québécois méritent un gouvernement ambitieux, qui fera preuve d'audace et de vision dans le développement de la Capitale-Nationale.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec sera partenaire de la Ville de Québec quant au développement du secteur de la marina de Cap-Rouge et de la plage Jacques-Cartier.

INVESTIR POUR DE NOUVELLES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES, SPORTIVES ET LITTÉRAIRES

Une nation riche et prospère est d'abord et avant tout une nation éduquée. C'est pour cela que la Coalition Avenir Québec a toujours fait de l'éducation sa priorité.

Afin de lutter contre le décrochage scolaire, qui a atteint des sommets sous la gouverne du Parti libéral, il faut, entre autres, que toutes nos écoles soient des milieux de vie intéressants et stimulants pour les jeunes. Pour y arriver, nous devons nous assurer que chaque élève a accès, dans son école ou à proximité, à des infrastructures sportives de qualité et à des bibliothèques scolaires modernes.

Partout dans la région de la Capitale-Nationale et à Lévis, des écoles ont des projets mobilisateurs où la communauté s'implique en faveur de la réussite éducative des jeunes et de la persévérance scolaire. C'est le cas de l'Académie Saint-Louis, dans le secteur Lebourgneuf à Québec, et d'autres établissements à Lévis qui profiteraient non seulement à leurs élèves, mais à l'ensemble de la population des deux villes.

C'est également le cas de la Cité du séminaire qui a un projet culturel et scientifique en partenariat avec le Musée de la civilisation.

Sur notre territoire, il y a aussi des écoles qui constatent que leur bibliothèque scolaire ne s'est pas adaptée aux nouvelles technologies et où les collections accumulent davantage la poussière que les nouveautés. Pour donner aux jeunes le goût de la lecture, la CAQ ne ménagera aucun effort et sera partenaire des écoles qui s'emploient à faire de leur bibliothèque un carrefour littéraire et culturel invitant pour leurs élèves.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec investira dans les infrastructures sportives et scolaires qui aident à la réussite des élèves et au rayonnement de nos institutions.

Un gouvernement de la Coalition Avenir Québec appuiera financièrement les écoles dans les projets de développement et de modernisation de leurs bibliothèques.



Coalition Avenir Québec

Équipe Capitale-Nationale et Lévis

De gauche à droite : Geneviève Guilbault (Louis-Hébert), Jean-François Simard (Montmorency), Marc Picard (Chutes-de-la-Chaudière), Joëlle Boutin (Jean-Talon),
Éric Caire (La Peltre), Svetlana Solomykina (Taschereau), Christiane Gamache (Jean-Lesage), Vincent Caron (Portneuf), Jonatan Julien (Charlesbourg),
Sylvain Lévesque (Chauveau), Mario Asselin (Vanier-Les Rivières), Émilie Foster (Charlevoix—Côte-de-Beaupré) et François Paradis (Lévis).

NOTES

[illegible]



Faire plus. Faire mieux.

CoalitionAvenirQuebec.org

IMPRIMEUR MONT-ROY L'IMPRIMEUR – AGENTE OFFICIELLE ROXANNE RINFRET